

Plateforme Suisse éducation 2030

Quel futur pour l'éducation en Suisse dans le
contexte post covid-19 ?

RAPPORT 2020



Introduction

En partenariat avec [les Académies suisses des sciences](#), la [Commission suisse pour l'UNESCO](#) organisait le 25 novembre 2020 la 4^{ème} édition de sa [Plateforme suisse Éducation 2030](#) en format virtuel. Comme chaque année, la Plateforme suisse Éducation 2030 a permis de faire le point et d'échanger sur la mise en œuvre de l'agenda Éducation 2030. Cette année, l'évènement était consacré aux futurs de l'éducation.

Pr. Jalil Akkari, membre de la Commission Suisse pour l'UNESCO et professeur à l'Université de Genève a introduit l'évènement en rappelant le rôle de catalyseur néfaste de la crise de la covid-19 mais aussi la chance que représentait cette dernière de redéfinir l'éducation et la formation.

M. Sobhi Tawil, *Chef du Programme de Recherche et Prospective en Éducation au sein du Secteur de l'éducation de l'UNESCO* a ensuite présenté l'initiative de l'UNESCO sur les [Futurs de l'éducation](#)

À l'UNESCO, une Commission internationale indépendante dirigée par la présidente de l'Éthiopie, Sahle-Work Zewde réfléchit à la manière dont l'éducation permettra de façonner le monde dans le but de présenter un rapport en novembre 2021. En parallèle, l'initiative s'appuie sur un large processus consultatif qui permet à chacun de partager ses idées. La crise éducationnelle est plus forte que jamais, et n'a été que renforcée par la crise de la covid-19 en 2020, alors que, mondialement, 80% des enfants ont été affectés par la fermeture des écoles. La perspective à 2050 permet donc, comme cela a été le cas à l'UNESCO lors d'autres époques charnières et de grandes transformations, d'imaginer ensemble des tendances et des aspirations pour le futur.

En réaction à la crise de la covid-19, [9 idées pour l'action publique pour l'éducation dans un monde post-covid](#) ont été publiées par les membres la Commission internationale de l'initiative des Futurs de l'éducation. Interrogés par **Mme Claudia Appenzeller**, *secrétaire générale et présidente de la direction « Académies suisses des sciences »*, les cinq panelistes invités ont échangé sur ces neuf idées et leurs applications en Suisse (*faute de temps, l'idée n°7 «Inclure l'alphabétisation scientifique dans le programme d'enseignement» n'a pas pu être abordée*).

Le panel était composé comme suit:

- **Chantal Andenmatten**, *Secrétaire Générale adjointe, Conférence des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP)*
- **Pr. Dr. Stephan Gerhard Huber**, *Responsable recherche et développement, Haute école pédagogique de Zoug*
- **Prof. Federico Imbesi**, *Collaborateur auprès de la direction, Gymnase de Mendrisio (réseau des écoles associées de l'UNESCO)*
- **Mathias Reynard**, *Conseiller national, Président de la Commission de la Science, de l'Éducation et de la Culture*
- **Pr. Dr. Gita Steiner- Khamsi**, *Directrice, Réseau sur les politiques et la coopération internationale en éducation et en formation (NORRAG)*

Les débats

La 1^{ère} et la 2^{ème} idées, présentées dans le rapport de la Commission internationale de l'initiative des Futurs de l'éducation [«9 idées pour l'action publique pour l'éducation dans un monde post-covid»](#), sont les suivantes :

« Renforcer l'éducation en tant que bien commun » et « Elargir la définition du droit à l'éducation afin qu'il tienne compte de l'importance de la connectivité et de l'accès aux connaissances et à l'information »

En accord avec ces idées, **Mathias Reynard** estime qu'en Suisse, le confinement a augmenté le décrochage scolaire et renforcé les inégalités. Grâce à sa double casquette d'enseignant et de parlementaire, il soulève l'écart entre les discours entendus dans les salons à Berne, et la réalité des salles de classe. Malgré des améliorations, beaucoup reste donc encore à faire pour que de l'école soit un lieu d'égalité des chances. Egalement en première ligne sur le terrain, **Federico Imbesi** constate lui aussi des inégalités accrues à cause de la crise. Selon lui, l'école a changé en surface, mais aussi en profondeur. Le professeur se réjouit cependant du plus grand sens communautaire qui a émergé selon lui suite à cette crise. **Stephan Huber** de son côté, explique que la covid a agi comme un foyer focalisant la lumière; si les différences existent et se creusent, il est essentiel de fournir d'avantage d'efforts pour surmonter ce clivage. Il préconise pour ce faire, une

discrimination positive, essentielle pour éviter que la réintégration d'élèves issus de milieux socio-économiques plus fragiles soit rendue impossible par la suite. **Chantal Andenmatten** quant à elle, déclare que « L'avenir de la formation sera de plus en plus l'affaire de tous. ». En Suisse, l'éducation rime aussi avec éducation tout au long de la vie. Chacun doit pouvoir profiter de la perméabilité du système et il est important que l'offre large disponible soit connue de tous. Les cantons et la Confédération travaillent ensemble dans ce qui est appelé l'«Espace suisse de formation». Parmi leurs [objectifs stratégiques communs](#), la réintégration dans une formation scolaire ou la réorientation scolaire sont priorisées. . Dès 2019, des mesures telles que donner accès gratuitement à un bilan de compétences ont été mises en place. Ces objectifs feront l'objet d'une analyse de leur mise en œuvre dans le prochain [rapport sur l'éducation](#).

« Valoriser la profession enseignante et la collaboration entre les enseignants »

est la troisième idée présentée par la Commission internationale sur les futurs de l'éducation.

Un sondage auprès du **public**, réalisé pendant l'événement, a permis de saluer le travail réalisé par les professeurs pendant la crise: 79% des sondés estiment que ces derniers ont effectué un excellent travail durant cette période.

Federico Imbesi constate pour sa part que le statut de professeur a été revalorisé depuis l'apparition du virus. **Chantal Andenmatten** se félicite, à la suite de ces 9

premiers mois de crise, de la forte créativité et de l'innovation du corps enseignant, des directeurs d'écoles et des cantons dans ce contexte difficile, et ce alors que, contrairement au corps médical, ils ne sont pas applaudis régulièrement. **Mathias Reynard** relève également l'immense implication des professeurs durant la crise, alors que le **Stephan Huber** identifie la créativité effectivement comme un élément clé afin de la surmonter.

La 4^{ème} idée présentée dans le rapport de la Commission internationale est :
« Promouvoir la participation et les droits des élèves, des jeunes, et des enfants »

À ce sujet, **Mathias Reynard** remarque qu'il existe une grande marge de progression en Suisse, doublée d'une certaine réticence. Après plusieurs formations, Il se dit enthousiaste à l'idée du développement d'un système plus participatif et très optimiste par rapport à l'implication des élèves. **Stephan Huber** rejoint M. Reynard concernant l'intérêt certain des jeunes à ce sujet. Se basant sur la recherche, il rappelle que le prochain rapport d'enquête fédérale auprès de la jeunesse sera prochainement publié et que, sur [le site internet y relatif](#), figurent déjà des résultats des interviews de 120'000 jeunes effectués durant les trente dernières années. Il partage également quelques résultats du [baromètre de l'école](#) : le confinement se sera révélé être une expérience très positive pour tous les élèves bénéficiant d'un grand degré d'autogestion, de contacts réguliers avec leurs professeurs, d'aide de la part de leurs pairs et de soutien de leur famille. L'autogestion fait donc partie du panel de compétences

utiles pour gérer la crise. Sur le terrain, **Federico Imbesi** affirme l'importance, à ses yeux, de donner une voix aux élèves. Au lycée de Mendrisio, des mesures ont déjà été mises en place pour impliquer les élèves. Par exemple, il existe une commission d'élèves et de professeurs ayant pour tâche de régler les problèmes et de proposer des idées au quotidien. Des sondages sont aussi régulièrement distribués aux jeunes pour demander leur opinion. Ces mécanismes se sont révélés particulièrement utiles en ces temps de crise.

Le **public** de Plateforme Suisse éducation 2030 rejoint cette opinion. À l'affirmation: « Les jeunes devraient être inclus dans l'élaboration des conditions-cadres de l'éducation », 83% des personnes interrogées exprimaient leur accord, les 17% restants étant partiellement d'accord avec cette affirmation

Les panelistes se sont révélés particulièrement en accord avec la 5^{ème} idée proposée :
« Protéger, dans notre transformation de l'éducation, les espaces sociaux que représente l'école ».

Stephan Huber relève l'épanouissement individuel de la personnalité, motivationnel, social et sociétal que représente l'école ainsi que le lien fort existant entre éducation et santé. Il est rejoint sur ce dernier point par **Gita Steiner-Khamsi**, qui souligne aussi que l'école constitue à l'heure actuelle, l'un des seuls sites où se regroupent des individus de diverses identités, croyances, orientations sexuelles et autres différences. Son rôle ne cesse donc de croître. **Federico Imbesi** souligne pour sa part que, même si les nombreux avantages de la numérisation ont été constatés, aucune application ne permettra jamais de se substituer au présentiel. Les rapports humains, de professeur à élève mais aussi entre les

élèves restent irremplaçables. **Mathias Reynard** se réjouit de la belle solidarité née de la crise (à titre d'exemple, il cite les correspondances établies entre écoliers et EMS de villages valaisans) ainsi que de la préférence réaffirmée pour l'école en présentiel. Il souligne lui aussi le rôle majeur de l'école dans la sensibilisation et la prévention.

Enfin, il relève le rôle essentiel des écoles afin de détecter des violences, des dysfonctionnements, des souffrances – un rôle qui ne peut être effectué en ligne, et nécessite des écoles ouvertes, aussi longtemps que possible.

« Mettre les technologies libres et open-source à la disposition des enseignants et des élèves », : cette 6^{ème} idée proposée dans le document fil rouge de l'événement semble déjà avoir fait son chemin parmi certains des acteurs suisses interrogés.

Chantal Andenmatten présente la plateforme [Eduport](#) : sur mandat de la CDIP et du SEFRI, l'agence spécialisée educa.ch a lancé ce service pour offrir aux autorités éducatives des cantons et des communes de toutes les régions linguistiques un aperçu des services, des organes de coordination et des réseaux pour l'apprentissage et l'enseignement assistés par ordinateur dans l'espace suisse de formation. Les mesures développées dans les cantons depuis deux ou trois ans en lien avec la [stratégie sur la numérisation](#) de la CDIP ont porté leur fruit et permis un passage – encore à améliorer - vers l'enseignement à distance. La CDIP s'est aussi engagée dans le domaine de l'identité numérique, et de la protection des données, pour créer un espace de formation qui permette la confiance dans l'utilisation des données grâce à des plateformes sécurisées. **Stephan Huber** relève que les

nouvelles technologies permettent, parmi beaucoup d'autre progrès, la promotion de l'individualisation, qui permet au final des programmes plus personnalisés, et moins d'ennui dans les classes. **Mathias Reynard** aborde pour sa part la question de l'illettrisme numérique, qui concerne l'ensemble des sociétés, et n'est pas une problématique nord-sud, ou générationnelle, mais en lien avec le milieu social. Très à l'aise sur les réseaux sociaux, les adolescents le sont beaucoup moins dès lors qu'il s'agit d'utiliser du matériel pédagogique et éducatif en ligne. Enfin, **Federico Imbesi** se félicite que la situation ait permis de tirer un premier bilan des avantages et désavantages du numérique, permettant d'être mieux préparé pour l'avenir.

La 8^{ème} idée de **« protéger les financements nationaux et internationaux de l'éducation publique »** a également été abordée.

Mathias Reynard est content du message positif envoyé par le [Message FRI 2021-2024](#) qui montre qu'au niveau de la Confédération, les budgets prévus jusque-là ne seront pas diminués. Si aucune coupe n'est prévue à priori au niveau cantonal, il a appelé à rester attentif et surtout réaliste : des fonds supplémentaires seront nécessaires pour rattraper le retard qui a été pris, pour gommer les inégalités, puis pour former les enseignants. **Chantal Andenmatten** estime positif que les cantons aient investi ou prévu d'investir énormément pour la numérisation. Elle

rejoint Mathias Reynard en affirmant que ces améliorations technologiques doivent cependant s'accompagner de fonds afin de former les enseignants. **Stephan Huber** appelle à investir de manière ciblée, en évitant la stratégie de l'« arrosoir » : « Au-delà de l'argent, de la compétence, de la motivation et de la légitimité sont aussi essentiels pour atteindre des buts stratégiques. Par conséquent, il faut vouloir, pouvoir, oser, et cela dans des conditions cadres, pour passer de la parole à l'acte et en utilisant les ressources au mieux » .

Enfin, la 9ème idée, la « ***promotion de la solidarité mondiale pour mettre fin aux niveaux actuels des inégalités*** » a été abordée sous l'angle de la coopération internationale en Suisse.

Gita Steiner-Khamsi encourage un meilleur échange entre les pays de l'hémisphère sud et de l'hémisphère nord. Elle rappelle que la formation mène à la formation professionnelle, à la rémunération et à l'insertion dans le marché de l'emploi, mais qu'elle se répercute aussi sur d'autres secteurs comme la santé ou la paix. À ce propos, elle trouve très motivant le travail de la DDC (Direction du Développement et de la Coopération). Cette dernière donne non seulement des fonds aux pays en voie de développement, mais a aussi renforcé Genève en tant que [hub pour l'éducation en situation d'urgence](#). La Genève internationale est d'ores et déjà un centre pour le domaine de l'aide humanitaire. Cela en fait le lieu idéal pour renforcer l'action commune de tous les acteurs pour l'éducation dans des pays en situation d'urgence. Elle relate les débats intéressants qui se reflètent dans le [message sur la stratégie de coopération internationale 2021-24](#) où la plus-value de la Suisse en matière d'éducation est mise en exergue. L'étude de la HEP Zoug « [Le système scolaire suisse: bonnes pratiques et plus-value potentielle pour la DDC](#) » montre également l'intérêt du système dual de la formation en Suisse, un système qui permet de plus d'éviter la privatisation du

secteur. La Suisse peut s'enorgueillir d'une école de grande qualité dans la langue vernaculaire des enfants sur tout le territoire. L'expertise suisse thésaurisée représente une plus-value à développer, un grand acquis dont l'étincelle pourrait rejaillir sur la coopération internationale. Interrogée sur la manière dont les pays du Nord peuvent prêter main forte aux pays du Sud, elle relève des modèles de partenariats public-privé très intéressants et bien documentés à l'UNESCO. Elle insiste cependant sur l'importance de conditions cadres dans ces partenariats : en aucun cas le fait de s'engager avec le secteur privé ne doit se faire au détriment de l'économie locale dans les pays émergents. Après l'intervention de Gita Steiner-Khamsi, **Mathias Reynard** souligne que la situation dans les pays du Sud est bien sûr plus problématique qu'en Suisse. Dans le cadre de son mandat à l'assemblée parlementaire sur la francophonie, il a travaillé sur [un rapport sur l'enseignement en temps de crise](#). Une grande partie des pays considérés sont des pays d'Afrique francophone et force est de constater que dans les pays qui ont déjà un système scolaire plus fragile et un accès à l'internet ou à l'information moins développé, les défis sont bien plus importants.

Questions:

À la question posée via chat par **Thibaut Lauwerier de l'UNICEF** : « *Parmi la centaine de milliers de personnes qui se sont engagés dans le Futur de l'éducation, y a-t-il une représentativité du Sud Global ?* », **Sobhi Tawil** répond que l'UNESCO a engagé des consultations dans les 6 langues officielles de l'ONU ainsi qu'en portugais. L'UNESCO travaille maintenant avec un réseau d'ONG en Asie du sud et du sud-est pour organiser des focus groups et des discussions avec des jeunes défavorisés qui se trouvent en dehors du système d'éducation et de formation.

Marco Stricker, membre de la Commission Suisse pour l'UNESCO, se demande pour sa part *si le cosmopolitisme est vraiment réservé aux milieux privilégiés, ou si l'éducation à la citoyenneté mondiale peut aussi offrir des perspectives aux personnes issues de l'immigration*. À cela, **Gita Steiner-Khamsi** réagit en soulignant que la compréhension de la notion de multiculturalisme a énormément évolué en 30 ans. Pour elle, multiculturalisme et cosmopolitisme sont presque synonymes – il s'agit d'inclusion, de diversité. Le groupe parental cosmopolitique a d'avantage d'impact politique que les groupes issus de migration. Les expats ont un autre statut que les immigrés qui correspondent à un certain prolétariat. Mais l'école est désormais mieux préparée au multiculturalisme ou à l'inter-culturalisme.

À la question de **Raymond Saner, directeur du Centre for Socio-Eco-Nomic Development (CSEND)**: « *Comment éduquer nos politiciens à la réalité de l'interdépendance des secteurs, p.ex. santé éducation économie, au niveau interministériel ?* », **Mathias Reynard** répond en disant effectivement regretter que trop de travail soit exécuté en silo, particulièrement en Suisse, avec le fédéralisme. En effet : « les cantons ont la compétence. La CDIP fait un bon travail pour harmoniser au mieux mais au final, ce sont les cantons qui décident ». Il se félicite du plan d'étude romand, dans lequel figurent des compétences transversales en terme de santé, de vivre ensemble, de droits humains. Il relève cependant que, pour le moment, le matériel manque à la transmission de ce savoir. Un enseignant de français, d'histoire ou de mathématiques utilise un manuel scolaire pour chaque branche, et transmet son savoir durant les heures dédiées à cela. Toutes les compétences transversales du plan d'étude romand, et c'est sans doute le cas également pour le « Lehrplan21 », sont diffuses, dans plusieurs domaines à la fois, enseignées par plusieurs enseignants en même temps, sans avoir de manuel sur lequel se reposer, ni d'heures spécifiques pour aborder ces questions. Cela laisse certes une marge de manœuvre aux enseignants, mais un cadre permettrait de renforcer l'enseignement des compétences transversales à l'école.

Conclusions

Claudia Appenzeller résume les propos des panelistes en identifiant le délicat équilibre entre improvisation et planification. Elle insiste sur l'importance d'une école solidaire, capable de composer avec les disparités par une discrimination positive et des financements ciblés pour le secteur. Si elle regrette qu'à l'heure où il est si important pour les élèves de distinguer le vrai du faux, le panel n'ait pas eu le temps de s'attarder sur la question de la désinformation. Elle se dit ravie de la solidarité née de la crise. Une solidarité qui s'étend au-delà de nos frontières, avec la Genève internationale comme hub de l'aide humanitaire, et, désormais, d'aide à l'éducation en temps de crise. Enfin, elle encourage chacun à garder une vue d'ensemble, si grande soit notre affection pour la région qui nous entoure.

Représentante de la Commission Suisse pour l'UNESCO, **Pascale Marro** formule en conclusion le constat que dans cette situation de crise, l'apprentissage à distance reste limité et sert plus à assurer plus une continuité pédagogique qu'un véritable enseignement. Elle remarque cependant la chance que représente cette crise. En effet, c'est une chance d'harmoniser les pratiques, en apportant toujours des solutions ancrées sur le terrain, mais c'est aussi une opportunité d'apporter à chaque élève, des solutions différenciées, en ciblant d'abord ceux qui en ont le plus besoin. Elle appelle à soutenir financièrement la transformation vers une école hybride et rappelle pour terminer, le rôle de l'école, qui dépasse la simple transmission d'information, en jouant un rôle psychosocial essentiel qui est à protéger en priorité – car oui, l'école « va bien au-delà ».

Réactions

À la suite de l'événement, quelques participants du **public** ont encore rebondi sur les propos de l'événement.

À toutes fins utiles, nous partageons les liens vers les initiatives concrètes qui nous été communiquées :

- Prof. Dr. Katharina Maag Merki nous informe de l'étude en cours menée en Suisse alémanique, en Allemagne et en Autriche pour savoir comment les écoles ont fait face au stress et aux défis devant la covid-19 dont les premiers résultats ont déjà paru : (<https://www.ife.uzh.ch/de/research/teb/forschung2/s-clever/medien.html>).
- Ursula Huber, de l'organisation ProfilQualité organisait le même jour que Plateforme suisse Education 2030, l'une de deux éditions de son Forum profilQ biennuel sur un thème très similaire : l'école de demain. [Les résultats](#) sont disponibles (en allemand uniquement).